

E 2804(-)1971/2/40
[DoDiS-18942]

*Le Secrétaire général du Département politique, P. Micheli,
au Chef du Département politique, F. T. Wahlen*

VISITE DE MCKINNEY, AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
CHEZ LE CHEF DU DÉPARTEMENT

No¹

Berne, 31 janvier 1963

M. McKinney aborde les sujets suivants:

1. Visite de M. Cleveland en Suisse

M. Cleveland a été obligé de renvoyer sa visite en Suisse car il a dû se rendre au Congo (voir notice ci-jointe²). Il cherchera à faire tout de même une apparition à la «Conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées» à Genève vers le 10 février.

2. Force armée des Nations Unies

Lors du dernier entretien entre le Chef du Département et l'Ambassadeur des Etats-Unis, il avait été question de l'utilité pour les Nations Unies de disposer d'une force armée permanente³. A ce sujet, l'Ambassadeur des Etats-Unis remet une étude faite par le State Department⁴.

3. Yémen

La Grande-Bretagne a décidé de ne pas reconnaître, pour le moment, le Yémen. D'autre part, les efforts déployés par les Etats-Unis afin que Nasser retire ses troupes du Yémen, n'ont pas abouti jusqu'à maintenant. M. McKinney remet une notice⁵ (en annexe) en réponse à deux questions que j'avais, il y a quelque temps, posées à M. Kellermann.

1. Des copies de cette notice sont envoyées à A. Zehnder, A. R. Lindt et P. R. Jolles.

2. Non reproduite.

3. Cf. la notice de P. Micheli à F. T. Wahlen du 19 novembre 1962, non reproduite.

4. Non reproduite.

5. Non reproduite.



4. Togo

Les Etats-Unis craignent une tentative du Ghana d'établir sa domination sur le Togo (voir notice ci-jointe⁶).

5. Marché Commun

Un échange de vues intervient entre le Chef du Département et l'Ambassadeur des Etats-Unis sur la situation créée par le refus de la France d'accepter l'Angleterre dans la Communauté Economique Européenne⁷. M. McKinney déclare qu'à Washington on s'interroge sur la balance des forces entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis. On y considère que le danger soviétique demeure très grand.

Pour M. Wahlen, la conclusion à tirer de la crise actuelle est qu'on ne peut pas combiner une union économique et une union politique. Pour sa part, la Suisse a toujours trouvé qu'il fallait séparer les deux choses. L'Occident serait renforcé par une large zone de libre-échange. Cette solution aurait l'avantage de laisser la petite Europe des Six poursuivre sa voie tout en permettant une participation des Anglais et des neutres au Marché Commun. Se reportant à la conception américaine, selon laquelle les avantages politiques d'une Communauté Economique Européenne compensaient les sacrifices économiques que celle-ci représentait pour les Etats-Unis. M. Wahlen se demande où sont ces avantages politiques aujourd'hui. Pour McKinney un groupe économiquement fort peut être utile dans la défense contre la menace soviétique. M. Wahlen estime qu'il serait vain de vouloir constituer un groupe autarcique.

M. McKinney s'interroge sur le contenu politique actuel de la Communauté Economique. M. Wahlen pense que ce contenu se réduit aujourd'hui à l'accord franco-allemand⁸ dont la valeur est relative. M. Wahlen et M. McKinney tombent d'accord pour constater que le Marché Commun n'a plus guère du contenu politique depuis l'échec du plan Fouchet⁹.

M. McKinney est personnellement enclin à partager les idées du Chef du Département sur l'inopportunité de vouloir faire jouer un rôle politique à une association économique. Il a fait les mêmes constatations lorsqu'il était à l'Agence Atomique de Vienne. Les Etats-Unis avaient alors voulu faire de cette organisation technique une organisation politique ce qui n'a pas réussi. M. Wahlen demande si le «Trade Expansion Act», qui a été «streamlined» pour les Six plus la Grande-Bretagne, serait valable aujourd'hui pour un plus grand nombre de pays. M. McKinney ne le sait pas.

M. Wahlen observe que ceux qui veulent faire l'unité politique de l'Europe sont toujours trop pressés. C'est l'unité économique qui renforcera l'Europe. Si l'entente franco-allemande ne donne pas de résultat, l'on peut imaginer que

6. Non reproduite.

7. A ce sujet, cf. Nos 53, 123 et 125 dans le présent volume.

8. Signé le 22 janvier 1963. A ce sujet, cf. le rapport politique N° 10 de A. Soldati à F. T. Wahlen du 28 janvier 1963 (DoDiS-30307).

9. Pour diverses informations sur le plan Fouchet, cf. N° 74 dans le présent volume, ainsi que la lettre de l'Ambassade de Suisse à Paris à F. T. Wahlen du 27 décembre 1961 (DoDiS-30166) et le rapport politique N° 32 de Soldati à Wahlen du 11 juillet 1962 (DoDiS-30700).

de Gaulle se détourne alors du Marché Commun en l'appelant le «machin».

Le Chef du Département demande si le gouvernement des Etats-Unis est actuellement disposé à tenir compte plus sérieusement de l'AELE. M. McKinney l'espère. M. Wahlen rappelle que l'AELE est le bouclier de l'Autriche et de la Finlande. Il regrette qu'il y ait une tendance générale à considérer les petits pays comme des quantités négligeables.

6. Interhandel

Le Chef du Département demande où en est l'affaire Interhandel¹⁰. M. McKinney répond que les discussions ont progressé. Il a l'impression qu'on est près d'une entente.

7. Passage en Suisse du Chef du Service «Foreign Aid» à Washington

Il sera à Genève prochainement. M. McKinney compte le réunir avec M. Lindt.

10. *Sur cette affaire, cf. Nos 16, 121, 124 et 138 dans le présent volume.*